

UNE FRANCE INCURABLE ?

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

*En 1960 était publié le célèbre rapport sur les obstacles à l'expansion économique, établi sous la responsabilité de Jacques Rueff et Louis Armand¹, dont les conclusions demeurent si pertinentes que nous en avons à plusieurs reprises rappelé l'actualité dans les colonnes de la revue *Futuribles*, y compris en nous demandant, 30 ans plus tard, si « les travaux, parfois excellents, réalisés à la demande des gouvernements pour éclairer leur politique, n'avaient d'autre fortune que de remplir, après avoir éventuellement fait pendant un temps la une des médias, les caves des ministères² ».*

Sur un sujet qui n'est guère différent, la Commission pour la libération de la croissance française, présidée par Jacques Attali, a rendu le 23 janvier dernier ses conclusions³. S'appuyant sur un diagnostic sans complaisance concernant les médiocres performances de la France, notamment depuis 20 ans, sur une analyse fort pertinente des transformations de la scène géoéconomique mondiale et de la manière suivant laquelle certains pays européens avaient su se réformer en conséquence, cette commission affiche pour la France huit grandes ambitions, recommande l'adoption de 20 décisions fondamentales, elles-mêmes se dé-

clinant en quelque 316 mesures plus spécifiques.

Formulé ainsi l'on pourrait craindre que le rapport de la commission Attali ne soit composé que d'une longue liste « à la Prévert » d'idées pêchées au hasard, dans laquelle le gouvernement pourrait « picorer à sa guise » quelques mesures à administrer au gré des circonstances et dont pourraient à l'occasion faire leur miel ceux qui ont la responsabilité de rédiger les discours du président de la République.

Les auteurs du rapport affirment qu'il n'en est rien et, comme s'ils voulaient se prémunir contre un tel abus, soulignent d'entrée de jeu que les mesures proposées forment un « ensemble cohérent, dont chaque pièce est articulée avec les autres, dont chaque élément constitue la clef de la réussite du tout ». Puis d'ajouter que « tout ce qui ne sera pas entrepris dès maintenant ne pourra bientôt plus l'être », en bref que le feu est dans la maison et que tout doit être mis en œuvre sans délai.

Mais lorsqu'on examine de près le diagnostic, on s'aperçoit qu'il y a en fait une cause principale au « mal français », tous les autres maux de l'économie et de la société n'en étant que des conséquences. Et cette

1. Paris : La documentation Française, 1960.

2. Voir *Futuribles*, n° 129-130, février-mars 1989, p. 41.

3. *300 décisions pour changer la France*. Paris : La documentation Française / XO Éditions, 2008, 334 p.

grande cause est bien résumée dans le paragraphe suivant : « N'ayant pas abandonné un modèle hérité de l'après-guerre, alors efficace mais devenu inadapté, la France reste très largement une société de connivence et de privilèges. L'État régleme toujours dans les moindres détails l'ensemble des domaines de la société civile, vidant ainsi le dialogue social de son contenu, entravant la concurrence, favorisant le corporatisme et la défiance. Alors que notre époque requiert du travail en réseau, de l'initiative et de la confiance, tout se décide d'en haut, tout est contrôlé dans un climat de méfiance générale. » Incidemment, on retrouve ici un thème cher à Alexis de Tocqueville, Michel Crozier et bien d'autres..., dont les analyses ne manquaient pas moins de pertinence.

Le problème est que tout le reste n'apparaît que comme la conséquence de ce conservatisme général qui serait en quelque sorte inscrit dans les gènes de la société française et dont le système éducatif ne ferait qu'assurer la fidèle reproduction. Jusque-là, je suis d'accord. Mais lorsqu'on en arrive aux remèdes, je suis plus perplexe : car, si j'adhère presque à l'ensemble des propositions, je suis obligé de constater que les unes — hélas, celles qui sont les plus longues à mettre en œuvre et à produire leurs effets — constituent quasiment des préalables aux autres — celles qui sont supposées d'ici 2012 permettre à la France de renouer avec une croissance plus vive, le plein emploi et le progrès social.

Cela signifie-t-il en définitive que, tout passant nécessairement par un changement culturel radical, au niveau des valeurs, des savoirs, des

comportements, aucune des autres mesures ne serait réalisable ? En bref, que la société française serait incurable ? Je ne le crois pas et ne pense pas que les membres de la commission Attali l'entendent de cette manière. Mais alors peut-être manque-t-il à leurs prescriptions une autre ambition, celle qui conférerait aux Français l'énergie de rebondir : soit que le scénario du déclin révèle que celui-ci menace à terme les plus privilégiés eux-mêmes, soit que le scénario de la renaissance comporte un attrait plus puissant que le seul fait de gagner un point de croissance économique, surtout si le sentiment général est que ledit point de croissance ne profiterait qu'à quelques-uns.

Il faut lire le rapport de la Commission pour la libération de la croissance française qui, assurément, confirme et complète fort utilement les analyses faites précédemment par de nombreux auteurs, et qui est riche de recommandations éminemment pertinentes. Mais sans doute faudra-t-il commencer par adopter quelques mesures phares qui redonneront aux Français des raisons d'espérer et de penser que ce rapport ne sera pas condamné à son tour à rejoindre la cave des ministères.

Le rapport Attali recommande judicieusement la création d'une « cellule de suivi et d'appui » ainsi que la pérennisation de la Commission afin qu'elle puisse se réunir trimestriellement pour juger de l'avancée des réformes proposées. La création d'une telle instance réellement indépendante, en charge de l'évaluation des politiques mises en œuvre, sera en elle-même un test majeur pour la démocratie. ■